Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux États-Unis ou distribuer, directement ou indirectement, à des ressortissants des États-Unis

Communiqué de presse **10 octobre 2016**

RESULTATS DU 1ER SEMESTRE 2016

En 20 ans, la CADES a amorti 116,8 milliards d'euros de dette sociale

AU 30 SEPTEMBRE 2016 :

La CADES a levé 13,7 milliards d'euros d'emprunts à moyen et long terme, soit la quasi-totalité du programme de financement pour 2016

- **RESULTATS DU 1ER SEMESTRE 2016**

Depuis sa création en 1996, la CADES a amorti 116,8 milliards d'euros de dette sociale, contribuant ainsi pour plus de 5 points de PIB au désendettement de la France. En y ajoutant les intérêts économisés sur la dette amortie, la diminution de la dette publique atteint plus de 6 points de PIB.

Le Conseil d'Administration de la CADES s'est réuni le 7 octobre sous la présidence de M. Patrice Ract Madoux et a arrêté les comptes du 1er semestre de l'exercice 2016.

Les recettes s'établissent à 7,8 milliards d'euros ; le montant des intérêts est de 1,2 milliard d'euros.

Le résultat de 6,6 milliards d'euros, dont l'affectation est mécaniquement dédiée à l'amortissement de la dette sociales permet à la CADES de poursuivre la mission que lui a confiée le Parlement français.

Au 30 juin 2016, sur les 253,9 milliards de dette sociale repris depuis 1996, 116,8 milliards d'euros ont déjà été amortis. Il reste 137,1 milliards d'euros de dette à amortir.

Suite à une recommandation de la Cour des Comptes, à la fin du mandat de ses auditeurs contractuels, la CADES a choisi par appel d'offres, des commissaires aux comptes. Leur nomination, validée par une consultation écrite des administrateurs du 1er aout, a été entérinée par le Conseil d'administration du 7 octobre.

- **ACTIVITE AU 30 SEPTEMBRE 2016**

Depuis le 1er janvier 2016, la CADES a levé 13,7 milliards d'euros de dettes à moyen et long terme sur les marchés des capitaux internationaux, représentant la quasi-totalité du programme de financement défini pour 2016. Ces émissions démontrent ainsi le fort intérêt des investisseurs internationaux, notamment asiatiques, pour la grande qualité des emprunts qu'elle émet et traduisent leur confiance dans la signature publique française.

Le taux de refinancement sur le portefeuille de dette de la CADES s'établissait au 30 septembre à 1,58%.

Les montants levés durant cette période, en France et à l'international, se décomposent de la manière suivante :

- 4,5 milliards d'euros, au travers d'un emprunt de référence de maturité de 4 ans, représentant l'émission la plus importante réalisée par une agence quasi-souveraine en 2016 ;
- 1,3 milliard d'euros, sous la forme de deux augmentations de souche de 500 et 600 millions d'euros de maturité respective de 8 et 7 ans ;

- 6,2 milliards d'euros d'emprunts libellés en dollars (6,75 milliards de dollars), soit deux emprunts de 3,5 et 3,25 milliards de dollars de maturité respective de 3 et 5 ans ;
- 1,7 milliard d'euros d'emprunts libellés en devises diverses et de placements privés, dont un emprunt en livres sterling de 660 millions d'euros (500 millions de livres sterling) de maturité 3 ans et un emprunt en dollars de 1 milliard de dollars à 2 ans.

A court terme, la qualité de la signature de la CADES lui permet d'emprunter dans des conditions toujours aussi favorables de financement. Au 30 septembre 2016, les encours à court terme sont les suivants :

- 14,75 milliards d'euros de papiers commerciaux libellés en euros ;
- 2,5 milliard d'euros (2,8 milliards de dollars) de papiers commerciaux libellés en dollars ;
- 18,0 millions d'euros de billet de trésorerie.

A propos de la CADES

Créée en janvier 1996 par le gouvernement français, la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale a pour mission de financer et d'amortir la dette sociale en France par l'émission d'emprunts obligataires à court, moyen et long terme sur les marchés de capitaux internationaux.

Pour mener à bien sa mission, des ressources régulières lui sont allouées chaque année dont une part est affectée à l'amortissement de la dette sociale et une autre au paiement des intérêts des porteurs de parts d'obligation.

Placée sous la tutelle du ministre de l'Economie et des Finances et des ministres chargés de la Sécurité Sociale, la CADES est directement et étroitement contrôlée par l'Etat.

Forte de la mission confiée par le Parlement français, la CADES s'inscrit comme l'un des maillons essentiels dans la maîtrise et la réduction de la dette sociale en France en s'appuyant sur des mécanismes de financement et d'amortissement efficaces et éprouvés.

Toutes les informations concernant la CADES et ses émissions sont disponibles sur www.cades.fr

CADES
REMBOURSER LA DETTE – ASSURER LE FUTUR

Patrice Ract Madoux
Président du Conseil d'Administration
01 55 78 58 03
patrice.ract-madoux@cades.fr

Relations presse
Isabelle Dray
01 56 88 11 29
idray@actifin.fr

Relations investisseurs
Alexandre Commerot
01 56 88 11 11
acommerot@actifin.fr

Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District de Colombie). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.